

RAHMANE IDRISSE

AUTOUR DE LA CRISE DE LA RECHERCHE
EN AFRIQUE FRANCOPHONE

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 5 |
| Démarche méthodologique | 7 |
| Revue critique de la littérature | 11 |
| Avant la crise : années 1960-70 | 11 |
| La Crise s'installe : années 1980-90 | 19 |
| Au-delà de la crise : post-2000 | 31 |
| Quelques conclusions | 47 |

AUTOUR DE LA CRISE DE LA RECHERCHE EN AFRIQUE
FRANCOPHONE SUB-SAHARIENNE. REVUE DE
LITTÉRATURE CRITIQUE

RAHMANE IDRISSE

Introduction

L'objectif principal de cette revue de littérature est de rendre compte, de façon critique, des réflexions produites par les chercheurs eux-mêmes sur leur travail par rapport à la crise de la recherche pour le développement en Afrique francophone et d'en tirer des conclusions préliminaires. À cet égard, il conviendrait de rappeler, d'entrée de jeu, ce qu'il faut entendre par « crise de la recherche pour le développement en Afrique francophone » ; et à quoi tend l'objectif de l'étude. Après quoi, on présentera brièvement la méthode suivie pour conduire cette revue de littérature, avant de procéder à l'analyse des résultats, qui constitue la part la plus considérable du document. L'enquête, comme on le verra, aura recours à un échantillon de la littérature explorée afin d'organiser un débat critique de fond sur la question qui nous intéresse ici.

Par crise, nous entendons une situation de déséquilibre profond et durable caractérisée par des dysfonctionnements systémiques, des tensions structurelles et une incapacité persistante à atteindre des objectifs essentiels. Il ne s'agit donc pas uniquement d'un événement ponctuel ou aigu, mais plutôt d'un état chronique marqué par des difficultés récurrentes qui traduisent des faiblesses institutionnelles, organisationnelles ou

contextuelles ancrées dans le temps. Cette chronicité de la crise est marquée, dans la longue durée – perspective temporelle dans laquelle s’inscrit cette étude qui couvre une période s’étendant de l’époque des indépendances à nos jours –, par des changements et des évolutions qui révèlent, cependant, en creux, la rémanence des problématiques de crise. Quant à l’objectif principal, il est défini comme visant à « fournir une base de connaissances solides pour comprendre et résoudre les causes dernières des faibles capacités en RPD dans les pays francophones » subsahariens. Lesdites causes dernières se rapportent, bien entendu, à la situation de crise qui justifie cette étude.

Démarche méthodologique

Notre démarche a été largement inductive, en dehors de la délimitation du champ de la recherche qui s'organise (1) spatialement autour de l'Afrique francophone subsaharienne, (2) chronologiquement par rapport aux décennies postindépendance, et (3) thématiquement par rapport à la question de la crise de la recherche pour le développement dans cette région et sur cette durée. En dehors de ces délimitations larges, notre enquête est partie non pas de postulats/hypothèses de départ, ou théories préconçues, mais de la collecte de données elle-même. En d'autres mots, la question que l'on s'est posé était : « qu'ont dit, que disent les chercheurs », et c'est la réponse à cette question qui détermine ensuite le cadre thématique et critique qui nous permet de produire une analyse de la littérature.

La collecte de données a été effectuée en ligne dans les bases de données (articles et références) disponibles sur les sites et moteurs de recherche suivants : JSTOR, HAL SHS, Google Scholar, Persée, Érudit, Cairn Info, AJOL, supplémentés par des recherches Internet directes (Google). Plusieurs clefs de recherche ont été utilisées autour d'une clef de base « Recherche Afrique francophone » affinée par des clefs additionnelles (« genre », « enseignement supérieur », « sciences sociales », « Sénégal », « crise », etc.). Sur cette base un stock de références a été compilé sur des fiches bibliographiques qui comprennent, lorsque cela est disponible, un résumé du contenu de la référence en question ; les articles et documents référencés ont également été téléchargés lorsque cela était possible. Cette base de données brutes, qui intègre parfois des doublons dû au fait que certaines références ont été détectées sur deux sites différents, comprend entre 113 titres, principalement des articles de revue scientifique, auxquels s'ajoutent quelques rapports et études relevant de la littérature grise.

Le dépouillement de cette masse de données a d'abord été fait chronologiquement – en dehors des références spécifiques à des pays. On a divisé la période pertinente en trois grandes époques : les années 1960-70, les années 1980-2000, et l'après an 2000. Ce séquençage chronologique n'est pas arbitraire mais s'articule au rythme de l'évolution des paradigmes de la recherche pour le développement.

Ainsi, la première époque est celle du « développement national », c'est-à-dire de l'État développeur agissant au nom du « progrès économique et social » pour aboutir à une « transformation structurelle » des pays ; la deuxième époque est celle du « développement par le marché », marquée par la libéralisation économique (et parfois politique) et l'ouverture commerciale dans le cadre de la mondialisation ; et l'époque actuelle est celle de questionnements quelque peu désorientés ou parfois radicaux sur les problématiques de développement dans lesquels s'inscrit précisément une étude telle que celle-ci. Bien que les problématiques de crise aient une certaine permanence, la manière générale dont elles sont abordées par les chercheurs et les analystes est souvent déterminée par ces paradigmes sous-jacents et le type d'air du temps qu'ils secrètent.

Au dépouillement chronologique s'est ajouté un travail d'assignation thématique qui provient directement des données, et souligne donc le caractère inductif de l'enquête. C'est-à-dire que les références ont été regroupées suivant la problématique de crise sur laquelle elles s'appesantissent. Bien entendu, il y a eu, ici, des chevauchements, et certaines références ont pu se retrouver dans deux – généralement pas plus de deux – thème de causalité (de la crise). Ces thèmes, tels qu'ils se dessinent dans la littérature, sont au nombre de cinq : formation et recherche (son financement, ses résultats, ses accointances avec la recherche pour le développement, etc.) ; information et communication (diffusion/valorisation de la recherche d'un côté, accès à la recherche d'un autre côté, y compris de l'information aidant à faire de la recherche) ;

changements et transitions (problèmes d'adaptation, d'aggiornamento, permanences sous de nouvelles formes d'anciens problèmes); dépendances et accointances (legs du passé colonial, dépendances liées à l'industrie de l'aide au développement, etc.), et solutions.

Ces thèmes ont été par ailleurs éclairés par des références collectées par rapport aux questions de genre, à un certain nombre de pays (Burkina Faso, Cameroun, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, République centrafricaine et Sénégal) et au contexte de crise du développement largo sensu. Il convient de noter qu'en dépit de l'efficacité de la méthode en termes de collectes de données – on a d'ailleurs ratissé assez large pour manquer le moins possible la cible, quitte à supprimer ensuite des références non pertinentes – les références recueillies sont forcément un échantillon de la littérature existante : mais, pensons-nous, un échantillon suffisamment large et pertinent pour se prêter à des conclusions robustes sur la question qui nous occupe.

Cette première analyse structurelle a ensuite été réduite en une analyse critique pour les besoins de la revue de littérature, comme cela est présenté au départ de la section suivante.

Revue critique de la littérature

Cette revue de la littérature ne s'intéresse pas à la littérature en tant que telle mais par rapport à ce qu'elle nous dit sur la crise. De ce fait, l'analyse structurelle mentionnée précédemment a servi à la sélection d'un échantillon restreint de références qui se rapportent plus directement à cette problématique de crise. Dix-sept documents ont ainsi été identifiés sur la base du séquençage chronologique, de l'assignation thématique et surtout, de ce qu'ils nous disent de la crise. Ces documents ont été analysés de façon critique, c'est-à-dire en les mettant en perspective, en relevant certaines de leurs forces et faiblesses et assez souvent en les faisant se parler entre eux, y compris à travers les différentes époques couvertes par l'étude. En dépit de la nécessité de concision, cette méthode d'analyse critique amène à présenter une revue assez étendue. Cependant, on s'est efforcé de la rendre vivante en adoptant une présentation narrative à laquelle se prête d'ailleurs la périodisation dont il a été fait état.

Avant la crise : années 1960-70

Camilleri, Carmel : « Les Tendances de la recherche en Afrique : analyse d'une bibliographie récente », *Revue Tiers Monde*, 1974, Vol. 15, n°58 : 415-420 ; **Chantran**, Pierre : « Recherche agronomique et développement rural », *Civilisations*, 1977, Vol. 7, n° 1/2 : 152-166 ; **Diouf**, Makhtar : « Les Sciences sociales en Afrique de l'Ouest francophone », *Africa Development/Afrique et Développement*, 1978, Vol. 3, n°4 : 85-101 ; **Éliou**, Marie : « Scolarisation et promotion féminines en Afrique francophone (Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal) », *International Review of Education/Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft/Revue Internationale de l'Éducation*, 1973, Vol. 19, n° 1 : 30-46 ; **Missinne** Léo-Émile : « Problèmes concernant l'éducation supérieure en Afrique », *International Review of Education/Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft/Revue Internationale de l'Éducation*, 1968, Vol. 14, n° 1 : 62-74

La principale problématique de la recherche pour le développement dans les années 1960-70 était – sans jeu de mots – le développement de la recherche. Durant la période coloniale, la recherche en sciences sociales comme en

sciences naturelles était déjà orientée vers le développement, sur la base de motivations énoncées en 1919 par le célèbre savant colonial Maurice Delafosse : motivation morale, car les colonisateurs s'étaient imposés de force aux colonisés et avaient donc contracté des devoirs envers eux ; motivation politique, puisque l'obéissance des colonisés dépendrait de l'amélioration de leurs conditions de vie ; et motivation économique, parce qu'il était dans l'intérêt des colonisateurs de gérer des colonies prospères. (Marc Michel, « Un programme réformiste en 1919 : Maurice Delafosse et la « politique indigène en AOF » », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 15, n° 58, 1975 [1919] : 313-327, p. 317). Cependant, à la fin de la colonisation vers 1960, peu de choses avaient été accomplies en matière de formation de chercheurs subsahariens et d'implantation d'institutions d'enseignement supérieur et de recherche – comme nous le verrons surtout dans la deuxième sous-section de cette revue. Ainsi, la littérature sur la recherche en Afrique francophone débute déjà avec un sentiment non pas de crise, mais d'urgence, face au besoin d'adapter la recherche aux besoins du développement tout en développant la capacité même de recherche. Les cinq articles examinés ici se concentrent donc sur la question de la formation (Diouf, Missinne), notamment en ce qui concerne les femmes (Éliou), tout en abordant le développement de la recherche (Camilleri) aussi bien en sciences sociales (Diouf) qu'en sciences naturelles (Chantran).

Diouf, dont l'étude analyse la situation de la recherche en sciences sociales en Afrique francophone – elle couvre tous les pays d'Afrique de l'Ouest francophone à l'exception de la Guinée et de la Mauritanie, et ajoute deux pays d'Afrique centrale francophone, le Cameroun et le Zaïre, c'est-à-dire l'actuelle République Démocratique du Congo – vers la fin des années 1970, réitère l'affirmation faite plus tôt par Delafosse selon laquelle la recherche en Afrique doit faire partie d'une stratégie de développement. Elle est, à ce titre et par définition à la fois fondamentale et appliquée. L'étude conclut que la recherche en Afrique francophone est décevante au regard des besoins de

développement de la région, pour un ensemble de raisons qui comprennent des difficultés « objectives » telles que la jeunesse des structures d'enseignement supérieur – beaucoup de ces pays avaient seulement récemment ouvert leur première université, et certains, comme le Mali, en étaient encore dépourvus – et la priorité donnée aux disciplines techniques et naturelles, jugées plus « rentables à court terme ».

Mais Diouf estime que le problème plus profond est l'absence de volonté politique, déterminée par : (1) l'échec des stratégies de développement à intégrer les chercheurs en sciences sociales, les reléguant plutôt à des tâches administratives qui gaspillent leur potentiel ; (2) la méfiance des dirigeants à l'égard de disciplines perçues comme favorisant l'agitation politique (le souvenir des troubles de mai 1968 en France, qui avaient commencé à la Sorbonne – haut lieu des sciences sociales – à une époque où les pays nouvellement indépendants étaient très attentifs aux événements dans l'ancienne métropole, restait encore très vif une décennie plus tard). Diouf pense néanmoins que la nature du système universitaire d'un pays peut faire la différence. À cet égard, les pays dotés de systèmes plus avancés ont progressé grâce à cet avantage acquis ; les pays dotés de systèmes moins avancés se répartissent en deux catégories : ceux qui suivent la ligne de moindre résistance et stagnent, et ceux qui surmontent en partie leur désavantage en faisant preuve de beaucoup de dynamisme et de volonté politique. Compte tenu de notre propre sélection de pays, il est intéressant de noter que Diouf classe parmi les pays avancés la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Zaïre ; parmi les stagnants, le Cameroun, le Mali, le Togo et la Haute-Volta (c'est-à-dire le Burkina Faso) ; et parmi les dynamiques, le Bénin – et peut-être le Niger.

Le texte de Missinne porte sur l'ensemble du continent africain, et non uniquement sur sa partie francophone, mais sa réflexion s'applique autant à cette région qu'aux autres parties du continent. L'essai soulève des questions existentielles par rapport à la fonction même de chercheur africain. Selon

Missinne, le problème central du développement de la recherche – et en particulier de la recherche pour le développement – en Afrique réside dans le dilemme suivant : les chercheurs africains doivent à la fois « africaniser » et « internationaliser » leurs normes de recherche.

D'une part, la recherche ne peut porter ses fruits et susciter l'intérêt dans les pays concernés que si les chercheurs adaptent leurs méthodes et objectifs aux paramètres de leurs sociétés et cultures ; mais d'autre part, elle ne saurait être reconnue comme valable que si elle parvient à satisfaire les normes internationales les plus élevées et rigoureuses. La solution que propose Missinne est celle d'une réforme ou réinvention en profondeur de l'enseignement supérieur sur le continent. Selon lui, les universités africaines doivent s'efforcer de former un type de chercheur – qu'il appelle « le gentleman africain » – qui serait fier de son travail, jusqu'au sacrifice et à l'austérité, mais dans un esprit d'effort collectif – très concrètement, au sein de groupes savants et d'équipes de recherche – plutôt que par ambition individuelle. Cette positionalité permet au chercheur d'une part de se sentir redevable vis-à-vis de sa société et de ses pairs, et d'autre part de s'inscrire dans la dynamique de mise en place de communautés de chercheurs. (On verra plus loin l'importance récurrente de cette thématique). C'est seulement ainsi, pense Missinne, que la recherche en Afrique pourrait à la fois s'ancrer dans les problèmes authentiques du continent et bénéficier des vertus d'une compétence professionnelle pointue.

Ainsi, Diouf et Missinne abordent la question de la formation selon deux perspectives différentes mais complémentaires : la perspective du développement national dans le cas de Diouf, et celle du développement personnel dans le cas de Missinne. Les deux chercheurs soutiennent que la recherche africaine est minée par un problème de volonté – politique et personnelle – qui appelle une réforme urgente si elle veut répondre aux exigences du développement.

L'analyse de Chantran sur les résultats de la recherche en développement rural soutient à bien des égards les conclusions de Diouf et Missinne. Mais Chantran s'intéresse davantage à la question de la recherche elle-même qu'à celle de la formation – qui est au cœur des travaux des deux auteurs précédents. Comme Diouf, Chantran estime que les recherches fondamentale et appliquée sont profondément liées, mais pour lui – et c'est ici qu'il apporte un éclairage nouveau sur la question de la recherche individualiste soulignée par Missinne – le véritable problème réside dans l'excès d'hyperspécialisation, entraînant une déconnexion d'avec la complexité des problèmes réels du développement.

Chantran défend son point de vue à travers une enquête sur une série de projets menés par une multiplicité d'organismes français de recherche en développement rural dans plusieurs pays africains. Il conclut que la tâche du développement (rural) requiert une démarche de recherche adaptée à la complexité, et donc un haut niveau de coordination entre chercheurs issus de différentes disciplines ; et l'inscription de la recherche dans une chaîne d'actions multiples incluant expérimentation et modélisation, travail avec les communautés rurales et compréhension des exigences de la vulgarisation. Pour nécessaire qu'il soit, un tel travail sur la complexité risque néanmoins d'aggraver les « éternels problèmes de financement » liés à ces « investissements à long terme sans résultats garantis qui font toujours peur aux bailleurs de fonds » ; et par ailleurs, cela pourrait encore accentuer le problème de l'absence ou de la faiblesse de volonté politique que, tout comme Diouf, il observe. Sur ce dernier point, il note pourtant un début prometteur d'appropriation nationale de la recherche. Bien qu'il n'en fasse pas état, il s'agit, à cet égard d'une dynamique propre aux pays francophones sur laquelle l'on reviendra dans la sous-section suivante.

L'enquête de Camilleri inscrit ces diverses questions et problématiques dans une perspective plus large, celle de l'analyse de l'état de la recherche pour le développement au milieu des années 1970. Il s'agit, en l'occurrence, d'une

analyse d'un corpus bibliographique subdivisé en neuf thèmes qui dominaient la recherche pour le développement à cette époque, et la plus grande part des données concerne l'Afrique francophone. On retrouve ici, mais sous un autre angle, le problème de l'africanisation et de l'internationalisation soulevé par Missinne. Sur la base de résultats empiriques, Camilleri parvient à une conclusion qui contredit quelque peu les inquiétudes de Missinne quant à une occidentalisation excessive des chercheurs africains. Le problème que Camilleri met en lumière est plutôt celui d'une division du travail selon laquelle les grandes théories sur la société, la culture et le développement africains proviennent principalement de l'Occident, et en particulier de la France ; tandis que les chercheurs africains semblent trop absorbés par la matérialité concrète de la lutte pour le développement pour développer une compréhension plus globale de la situation. Cela leur donne certes une intuition vécue et tangible des problèmes de développement – intuition que les chercheurs étrangers n'ont généralement pas – mais c'est précisément pourquoi il est regrettable que la théorisation soit laissée à ces derniers.

Par ailleurs, la majorité écrasante des publications sur les problèmes africains est le fait d'étrangers, principalement originaires des pays occidentaux. Camilleri invoque des raisons objectives à cela, comme le fait que les principales publications dans les disciplines pertinentes existent exclusivement en Occident (ou dans le Nord), ce qui impose de nombreuses contraintes aux chercheurs africains et signifie probablement qu'une grande partie des travaux de recherche de valeur produits par eux dorment dans un tiroir.

L'article d'Éliou sur l'éducation des femmes n'est pas à proprement parler une analyse des problèmes de la recherche pour le développement, mais il concerne certainement la relation entre formation et lutte pour le développement. En ne formant pas suffisamment les femmes, les pays africains se privent à la fois de capacités intellectuelles en quantité et des

bénéfices qualitatifs du contexte immatériel du développement – par exemple, la manière dont la vie familiale favorise ou non la réussite scolaire – qui sous-tendent le progrès dans certaines autres régions du monde. Bien que ce texte ne s'intègre peut-être pas parfaitement dans cette revue, il éclaire néanmoins les aspects de la recherche qu'il conviendrait de développer pour mieux comprendre cette perte, et amorcer ce que le langage de l'époque appelait la « promotion féminine ». (On reviendra sur cette question dans la dernière sous-section de la revue.) Un constat clé concernant les facteurs de cette promotion est que l'écrémage particulièrement brutal des filles dans la population scolaire avant le collège engendre un phénomène de « survie des plus aptes », ce qui fait que le petit groupe de femmes qui accède aux niveaux supérieurs est en moyenne nettement plus brillant que la masse des garçons.

Le thème dominant dans les années 1960-1970 en matière de recherche pour le développement semble avoir été celui de la formation et du renforcement des capacités. Cela n'a rien de surprenant pour des systèmes éducatifs et savants naissants, même si, tout en se concentrant sur ce cœur du sujet, les articles examinés ont également abordé d'autres problèmes clés : le financement, la volonté politique, le changement. Ce dernier thème est largement contextuel. Sous-jacente au discours de tous ces chercheurs, il y avait en effet l'idée que le développement ne se résumait pas à une amélioration économique (Camilleri va jusqu'à reprocher à la littérature qu'il a étudiée de se concentrer excessivement sur les questions économiques), mais porte bien plutôt, dans le cas de sociétés entrant dans le « monde moderne » à la suite d'une dépendance coloniale, sur une transformation civilisationnelle globale qui soulève des questions auxquelles l'expérience occidentale ou celles d'autres sociétés n'apportent pas de réponses claires. Dans un article non inclus dans cette revue, on lit : « Peu de recettes que l'on croyait pouvoir tirer de l'expérience historique de l'Europe, des États-Unis, de l'URSS ou même de l'Asie du Sud-Est et de l'Amérique Latine, pouvaient avoir un sens en Afrique. Et, comme les instruments de l'analyse des problèmes et de la formulation des politiques

sont loin d'être universels et neutres, mais ont été fabriqués pour répondre aux problèmes d'autres régions du monde, il fallait commencer à penser le développement de l'Afrique à partir de sa réalité propre. » (Codesria, anon. : « Institut Africain de Développement Économique et de Planification, Dakar-Sénégal », in *Africa Development / Afrique et Développement*, Fév. 1977, Vol. 2, n° 1 : 111-119 – cet article a été laissé de côté car il s'agit d'une présentation de l'institut mentionné en titre plutôt que d'une analyse des questions de recherche).

En même temps, tous les articles entretiennent un sentiment d'espoir quant au développement de la recherche pour le développement en Afrique (francophone). Il n'y a pas, à proprement parler, de sentiment de crise à ce stade. Les difficultés enregistrées apparaissent comme étant celles, toutes naturelles, de la naissance et des premiers pas de systèmes inédits ; et les fruits, pense-t-on, viendront en temps voulu. Camilleri croit que le moment viendra où les grandes théories sur l'Afrique seront produites par des Africains ; Éliou écrit que « le vieil édifice [qui pénalise les femmes] craque » et que dans le cadre de « l'enseignement à venir », « les pays neufs... seront amenés à adapter l'enseignement à leurs objectifs propres et, pour cela, à le repenser et à le refaire » sur la base de l'équité et de l'égalité ; Chantran conclut sa sobre discussion des dures problématiques de la complexité en affirmant qu'« il est probable que les tentatives de maîtrise de l'avenir du développement rural aboutiront plus rapidement qu'on ne le pense généralement » ; Missinne ne voit aucune contradiction entre africanisation et internationalisation, position optimiste qui surprendra ceux qui, aujourd'hui, identifient bien des sources de la crise précisément dans la mise en exergue d'une telle contradiction.

La crise s'installe : années 1980-90

Amoussou-Yeye, Denis : « Éducation, caractères et développement », 1996, *Africa Development/Afrique et Développement*, Vol. XXI, n°4 : 109-121 ; **Gaillard** Jacques et **Waast** Roland : « La Recherche scientifique en Afrique », 1988, *Afrique contemporaine*, n° 148 : 2-28 ; **Locoh**, Thérèse : « Séminaire sur l'intégration des questions de population dans l'enseignement et la recherche universitaire en Afrique francophone. Lomé (juin 1986) », 1987, *Population (French Edition)*, Vol. 42, n°1 : 171-173 ; **Ly**, Boubakar : « Les Sciences sociales en Afrique : problèmes de recherche et de formation », 1990, *Africa Development/Afrique et Développement*, Vol. 15, n° 3/4: 185-207 ; **Orivel**, François : « La Crise des universités francophones en Afrique subsaharienne », 1991, *Perspectives*, vol. XXI, n°3 : 377-385 ; **Senga**, Jean-François : « La Crise de l'université en Afrique noire », 1987, *Présence Africaine*, n° 144 : 153-155.

À un moment donné entre les années 1970 et 1980, un véritable sentiment de crise a commencé à s'emparer des observateurs du système de formation académique et de recherche en Afrique francophone. L'essai de Jean-François Senga, « *La Crise de l'Université en Afrique noire* », qui traite en grande partie, de manière implicite, de l'Afrique subsaharienne francophone, couvre la plupart des éléments de ce sentiment de crise. Ce texte est intéressant en ce qu'il montre que ce sentiment de crise vient du fait que les problèmes identifiés à l'époque précédente, loin de disparaître comme on l'avait alors imaginé, se sont à bien des égards aggravés et enracinés.

Senga identifie une crise à plusieurs niveaux et aux multiples facettes. D'une part, il souligne qu'il existait une crise générale dans le monde, un sentiment très répandu dans les années 1980 – comme aujourd'hui, bien que pour d'autres raisons. Cette crise touchait tant les pays riches que les pays pauvres, mais avait des spécificités propres à ces derniers, en particulier ceux d'Afrique. La crise de l'Afrique, écrit-il, est consécutive à l'expérimentation de modèles de développement qui, au final, ont échoué à faire décoller le continent. Senga fait remonter cela à des problèmes déjà relevés dans l'époque précédente, et qui, selon lui, ont atteint un point critique : par exemple, le fait que les modèles de développement aient été importés des anciennes métropoles, véhiculant ainsi des normes culturelles sous-jacentes rejetées par les populations africaines – sans parler de la suspicion selon

laquelle ces modèles serviraient davantage les intérêts occidentaux que ceux des Africains ; ou encore le fait que les gouvernements autoritaires d'Afrique – une réalité endémique de l'époque – se méfiaient des universités et de la recherche académique, et les marginalisaient dans leurs politiques éducatives.

À ces éléments, Senga ajoute des pathologies qui étaient auparavant moins visibles (ou moins avérées ?) : la pauvreté générale du monde académique, marquée par de bas salaires, peu de financements pour la recherche et un manque d'infrastructures, a alimenté une ambiance de compétition dans laquelle les membres du corps professoral s'affrontent, allant parfois jusqu'à exploiter les différences ethniques ; et la corruption est devenue endémique. Les étudiants, préoccupés par leur survie et inquiets pour leur avenir à une époque où l'emploi décent apparaît comme un luxe, sont devenus des individualistes dépourvus d'ambition pour des « idées généreuses » de progrès collectif et de démocratie — des idéaux pourtant essentiels pour justifier les engagements et sacrifices requis par le métier de chercheur. Tout ceci suggère que la crise de la recherche et de l'éducation possède une dimension existentielle, issue des privations liées au sous-développement.

L'essai de Senga, davantage réflexion personnelle qu'analyse structurée, souligne un point important pour cette sous-section. Le dilemme de l'Afrique concernant la recherche pour le développement était de la faire arriver à maturité avant que les problèmes même qui sont liés au sous-développement ne la submergent. Cette course au poteau a manifestement été perdue. En d'autres termes, le rythme de croissance de la recherche pour le développement, en qualité comme en quantité, s'est révélé trop lent par rapport à la progression bien plus rapide des pathologies du sous-développement, telles que présentées ici : rejet populaire des modèles de développement étrangers, étouffement de l'esprit de recherche par les régimes autoritaires, et dérive du monde académique vers la mesquinerie matérialiste et individualiste.

Les cinq autres articles de cette sous-section explorent en détail les problèmes identifiés dans l'essai de Senga, ainsi que d'autres facteurs de crise — certains proposant également des solutions.

Le texte d'Amoussou-Yéyé porte sur l'éducation au service du développement, dont il affirme qu'elle n'a pas réussi à s'implanter en Afrique en raison de l'héritage du colonialisme. Son texte, à l'instar de celui de Senga, est un essai de réflexion personnelle plutôt qu'une analyse empirique, ce qui soulève des questions quant au fondement de ses conclusions. Il se montre particulièrement virulent à l'égard de l'héritage éducatif français, reprochant aux Français d'avoir transmis à leurs anciens sujets coloniaux un culte de « l'honnête homme », qui valoriserait un savoir déconnecté de l'expérience. (Il s'agit là, apparemment, d'un souvenir manifestement mécompris de la pédagogie de la III^e République française qui cherchait à substituer, dans le cadre de l'instruction laïque, la morale de l'« honnête homme », basée sur l'introspection, à la morale religieuse, basée sur la prédication). Il oppose à cela ce qu'il présente comme l'attachement d'autres nations européennes à l'héritage gréco-romain de l'homme pratique incarnant l'idéal du *mens sana in corpore sano*.

À l'image de cet exemple, nombre des considérations d'Amoussou-Yéyé manquent de rigueur, ce qui nuit à la pertinence de son traitement d'un sujet pourtant important : l'influence des différents héritages coloniaux sur les systèmes éducatifs postcoloniaux africains. À ce sujet, Amoussou-Yéyé reproche aux colonisateurs plus généralement de ne pas avoir développé l'éducation dans les colonies, tout en les accusant d'y avoir imposé une éducation inadaptée. Il résout cette contradiction apparente en soutenant que, bien que les systèmes éducatifs modernes africains aient effectivement été mis en place après les indépendances, ils étaient de simples copies serviles des systèmes métropolitains. À ce constat, il rattache un problème plus profond et plus significatif : l'incapacité ou le refus des autorités africaines de mettre à jour et d'adapter ces systèmes éducatifs aux évolutions des

contextes locaux. Il souligne que la France a réformé à plusieurs reprises son secteur éducatif depuis l'indépendance de ses anciennes colonies africaines, tandis que ces dernières sont restées figées dans le système qu'elles avaient dupliqué dans les années 1960.

Malheureusement, l'article ne documente pas de manière concrète en quoi cette imitation servile, puis cette inertie, posent problème ou constituent un facteur de crise — ni, et c'est peut-être plus important encore pour ceux qui cherchent des solutions, ce qui expliquerait une telle évolution. Amoussou-Yéyé préfère avancer sa solution, qui, cependant, s'inscrit dans une section si incongrue de l'article que l'on se demande comment elle a pu passer le filtre de l'évaluation par les pairs. (En résumé, il s'agit d'un appel à faire des chercheurs africains des « guerriers du développement », sur la base de techniques de formation du caractère inspirées d'un mélange de pseudo-sciences et de considérations culturelle pour le moins nébuleuses.)

Bien que ce ne soit pas son objectif principal, l'article de Gaillard et Waast examine cette importante question de l'influence des différents héritages coloniaux sur la croissance de la recherche pour le développement en Afrique dont Amoussou-Yéyé a fait état sans la traiter empiriquement.

Les auteurs cherchent à comprendre dans quelles conditions la recherche pour le développement peut surmonter les obstacles qui freinent sa croissance, en retraçant son histoire (y compris donc coloniale) et en évaluant ses forces et ses faiblesses. Leurs conclusions reposent essentiellement sur des données empiriques issues des sciences dites « dures » (appliquées), en particulier la recherche agricole et médicale, domaines qui, selon eux, ont davantage suscité l'intérêt des États que les sciences sociales ou la recherche fondamentale — ce qui rejoint les constats d'autres travaux consultés pour cette revue de littérature.

Leur étude de la recherche agricole — qui était la recherche phare au point de vue du développement économique à l'époque coloniale — révèle des différences notables entre les pays anglophones et francophones, remontant

à des politiques coloniales divergentes. Dans la sphère britannique, chaque colonie disposait de son propre département agricole et de sa propre station de recherche. Cela limitait fortement la centralisation, et même la régionalisation ; et l'on observait une tendance à privilégier la vulgarisation au détriment de la recherche. Cette dernière était réservée au personnel britannique, dans un contexte où les colonies sub-sahariennes étaient dépourvues de structures de formation universitaire, tandis que la vulgarisation était confiée aux agents locaux. Par contraste, dans les sphères française et belge, on observait une forte centralisation, en partie parce que la recherche agricole y avait initialement été initiée par des intérêts privés métropolitains, avant d'être tardivement prise en main par l'État. De ce fait, les métropoles francophones — en particulier la France — mirent en place de nombreux instituts publics de recherche couvrant de vastes zones plutôt qu'une colonie unique, ce qui profita largement à la science. Mais, encore moins que les Britanniques, les Français ne se sont pas attelés à promouvoir une communauté locale de chercheurs à travers l'offre d'une formation avancée dans les colonies.

La politique française, plus performante dans le cadre de la recherche en contexte colonial, s'est révélée désavantageuse pour ses anciennes colonies après les indépendances. Le problème spécifique de l'Afrique subsaharienne, comparée à d'autres régions en développement (Asie, Amérique du Sud), était qu'elle était arrivée très tardivement à la recherche pour le développement. Les universités modernes y furent fondées bien plus tard que partout ailleurs : le Nigeria n'eut sa première institution universitaire qu'en 1948, et le Sénégal en 1957. Dans ce contexte, l'approche britannique donna un avantage à ses anciennes colonies dans le domaine de la recherche agricole : à l'indépendance, elles purent transformer directement les stations de recherche coloniales en agences nationales ; le personnel britannique se retira assez rapidement et complètement ; et la recherche devint fortement localisée. Les anciennes colonies françaises, quant à elles, durent créer de telles agences nationales à partir de rien — un processus qui prit

généralement une dizaine d'années (Chantran s'en fait l'écho, comme on l'a vu), d'autant qu'elles comptaient moins de diplômés que les pays anglophones. Entre-temps, les instituts français restèrent actifs et formèrent des partenariats avec les instituts nationaux dès leur apparition.

En partie à cause de tout ceci, dans les années 1980, les principaux « pays de recherche » en Afrique subsaharienne étaient le Nigeria et le Kenya, tandis que les pays francophones arrivaient loin derrière. De plus, les pays anglophones tendaient à posséder une communauté nationale de recherche plus développée que les pays francophones. Gaillard et Waast notent qu'encore en 1988, le personnel scientifique français représentait entre 30 et 40 % du potentiel de recherche total dans les principaux pays francophones, à savoir la Côte d'Ivoire et le Sénégal. Le point positif, cependant, est que cette présence française était corrélée à une utilisation plus efficace des investissements observée dans de nombreux pays francophones. Si une partie des recherches les plus coûteuses était financée de manière fiable par la France, cela signifiait que les pays disposaient de davantage de fonds propres à investir par ailleurs, un luxe souvent absent dans de nombreux pays anglophones, où les systèmes de recherche tendaient à décliner fortement en fonction de la santé économique de l'État.

Mais dans tous les cas, les pays anglophones comme francophones faisaient face au même dilemme dans les années 1980 : celui des maux du sous-développement qui dépassent le rythme de croissance de la recherche pour le développement. Cette situation était aggravée par la politique même de croissance rapide du secteur éducatif poursuivie par les États. La multiplication des universités a balkanisé le système académique ; le recrutement massif d'étudiants a surchargé les enseignants, les détournant de leurs activités de recherche ; l'expansion du système a entraîné une baisse des salaires, poussant les chercheurs à devenir des experts rémunérés en quête de contrats, plutôt que de cultiver un véritable profil de chercheur. Cette croissance se produisait également dans des contextes marqués par une

législation peu éclairée et des administrations peu soutenantes — des réalités que l'on retrouve ailleurs, certes, mais qui sont particulièrement néfastes dans des environnements déjà fragiles à bien d'autres égards. Gaillard et Waast envisagent des solutions, aucune n'étant simple. Leur espoir repose sur l'émergence de communautés scientifiques autonomes, ainsi que sur celle de la figure du savant de profession et de vocation (on retrouve Missinne) — dans un contexte que les États et les bailleurs de fonds auraient rendu plus propice à une telle évolution. Mais il est révélateur que, contrairement aux analystes des décennies précédentes, ils concluent leur analyse par une liste de vœux plutôt que par la conviction d'une amélioration à venir.

Si l'article de Gaillard et Waast s'attarde sur la crise dans le domaine de la recherche, celui d'Orivel se concentre sur la formation, en particulier l'enseignement supérieur. Il met en lumière les spécificités des universités d'Afrique subsaharienne francophone, qui confèrent à leur crise une intensité que l'on ne retrouve pas ailleurs. Puisque les universités sont le berceau de la recherche, cette crise a un impact direct et négatif sur le secteur de la recherche.

Orivel résume la crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone par un paradoxe : ces pays dépensent trop pour leurs universités, et pourtant celles-ci restent très pauvres. Il confirme l'observation faite par Gaillard et Waast concernant la croissance rapide de la population étudiante, un phénomène légèrement plus prononcé en Afrique francophone qu'en Afrique anglophone. Parallèlement, les budgets de l'enseignement supérieur dans les pays francophones sont en baisse dans la période, notamment en raison des coupes imposées par les programmes d'ajustement structurel en cours à l'époque. Cela a eu un effet particulièrement grave sur la recherche, les coupes budgétaires visant en priorité les fonds d'investissement (infrastructures) et l'achat d'équipements et matériels, ce qui entraîne la fermeture des laboratoires de formation, l'appauvrissement des

bibliothèques, et l'isolement des chercheurs locaux de la communauté scientifique internationale. Mais la structure des coûts liée au financement des étudiants, bien plus lourde, est encore en place en 1991, au moment où Orivel livre son analyse.

Orivel constate que, dans cette région, le coût unitaire du soutien à un étudiant universitaire dépasse de très loin celui destiné à un élève de l'enseignement primaire, ainsi que celui des étudiants universitaires dans d'autres régions du monde en développement — souvent par un facteur de plusieurs dizaines. Ce coût est proche de celui observé dans les pays développés, et fut, au début des années 1980, même supérieur à celui observé en France. Cela s'explique en partie par l'histoire. Une fraction de ces coûts provient d'une époque antérieure où un haut niveau d'aide sociale était jugé nécessaire pour consolider les systèmes éducatifs. Cette aide a été maintenue, alors même que la société a évolué et que l'augmentation du nombre d'étudiants a fini par la rendre insoutenable. Par ailleurs, bien que les salaires du personnel enseignant aient diminué par rapport à une époque où ils étaient de manière irréaliste proches de ceux pratiqués dans la métropole, ils restent relativement élevés, notamment grâce à la protection contre les forces du marché permise par la monnaie CFA. À cela s'ajoutent des choix politiques discutables, dont deux en particulier attirent l'attention d'Orivel.

Au nom de la souveraineté, chaque État a préféré développer un système universitaire complet, alors que des économies d'échelle étaient auparavant rendues possibles par le partage d'un système académique francophone commun. Ces systèmes sont tout sauf rentables, et Orivel souhaite qu'une solution soit trouvée pour revenir à un système francophone partagé plus rationnel économiquement, tout en respectant les exigences légitimes de souveraineté. Les États n'ont par ailleurs reproduit qu'en partie le système académique français, et pas de la manière la plus adaptée à leurs contextes. Orivel déplore qu'ils aient adopté le modèle universitaire ouvert à tout

titulaire du baccalauréat, sans retenir celui des « Grandes Écoles », très sélectives, qui forment l'élite dirigeante en France. Ce faisant, les États se sont condamnés à entretenir des universités de plus en plus vastes — avec des coûts en constante inflation — tout en se privant d'un système d'enseignement d'élite pourtant utile aux pays en développement.

Orivel conclut son texte en plaidant pour une réforme en profondeur de l'enseignement supérieur en Afrique francophone, avec deux objectifs en ligne de mire : réduire la structure des coûts liés au soutien des étudiants — lesquels, comme il l'a souligné, sont maintenus au détriment des dépenses liées à leur formation, tels que les bibliothèques et les laboratoires — et relancer la coopération africaine francophone en vue de créer des institutions d'élite partagées. Selon lui, les universités devraient être laissées aux nécessités des forces du marché, ce qui obligerait leurs acteurs à chercher des solutions adaptées aux réalités économiques de l'Afrique, au lieu de continuer à dépendre de l'aide extérieure — un facteur qui, selon un autre paradoxe qu'il met en lumière, tendrait à augmenter les coûts plutôt qu'à les réduire.

Comme nous l'avons vu, Gaillard et Waast ont fondé leur analyse sur les sciences naturelles, insistant sur le fait que les sciences sociales étaient négligées par les gouvernements africains. Ly confirme ce problème, qui était d'ailleurs déjà perceptible à l'époque précédente. On considérait alors qu'il s'agissait d'un phénomène conjoncturel, appelé à disparaître une fois que les gouvernements auraient reconnu la valeur des recherches en sciences sociales pour le développement. Ly estime au contraire qu'il s'agit d'un problème profondément enraciné. Selon lui, les gouvernements ne perçoivent pas l'intérêt de comprendre la société pour mener à bien des projets de développement, et considèrent les chercheurs en sciences sociales soit comme des subversifs potentiels, soit comme de vains théoriciens. En les privant de financements pour la recherche, ils les condamnent en fait à cette seconde posture. Les chercheurs en sciences sociales se retrouvent donc

face à deux choix : soit devenir des bureaucrates produisant des analyses médiocres pour satisfaire leurs protecteurs politiques, soit courir après des contrats émanant d'organisations étrangères ou internationales, dont les priorités de recherche — souvent changeantes, au gré des politiques internes et des alternances gouvernementales — ne coïncident généralement pas avec les préoccupations des chercheurs africains. Même lorsqu'ils ont la chance de mener des recherches significatives, ces chercheurs se heurtent souvent à la méfiance de leurs sujets, qui les considèrent comme des émanations de l'État, en particulier dans les zones rurales, pourtant considérées comme essentielles pour les projets de développement. Ly note toutefois que, grâce à une exposition croissante à la recherche, les populations rurales deviennent progressivement moins hostiles — une tendance aujourd'hui bien établie, mais qui, en 1990, n'en était qu'à ses débuts.

Lorsque la recherche en sciences sociales est intégrée à une stratégie de développement, cela prend inévitablement la forme d'une simple production de données statistiques ou démographiques dont les technocrates chargés des plans de développement ont besoin comme intrants pour leurs projets. Cela se fait souvent au sein des « cellules de recherche » créées dans les ministères, et qui, selon Ly, servent de vecteurs à ce qu'il appelle la « médiocrisation de la recherche ». De telles évolutions réduisent à néant l'espoir, exprimé dans la sous-section précédente par Camilleri, de l'avènement d'une génération de chercheurs africains capables de produire les grandes théories sociologiques du continent. Ly souligne que, dans les conditions en vigueur, l'Afrique, bien qu'elle ait un besoin urgent de sa propre « théorie générale », restera un cas particulier, voire même singulier, d'une théorie générale fondée sur l'expérience occidentale.

L'article de Ly ne repose pas sur une recherche empirique, mais sur sa propre expérience acquise, comme il l'indique, dans plusieurs pays francophones. Il suppose que les conclusions qu'il tire du cas de ces pays sont globalement valables aussi pour les pays anglophones. Il insiste sur le fait que ce qui

n'était perçu que comme un problème dans les années 1970 était devenu, dans les années 1990, une véritable crise — à tel point qu'il se demande si la recherche en sciences sociales a encore un avenir en Afrique, bien qu'elle soit indispensable au développement du continent. Cela est d'autant plus vrai que la crise de la faillite du développement en Afrique dans les années 1980-1990 est telle que les problèmes sociaux anciens s'en sont trouvés exacerbés, tandis que de nouveaux sont apparus. Un vaste champ de problématiques urgentes, appelant vivement à la recherche, s'est ainsi formé, et les chercheurs en sciences sociales africains doivent trouver les moyens de s'y engager malgré les conditions accablantes qui leur sont faites.

L'article de Locoh inclus dans cette sous-section est un rapport plutôt qu'une analyse. Il nous rappelle le rôle — peut-être trop facilement écarté, parfois, comme le fait Ly, sous l'accusation d'« impérialisme » — de la coopération internationale dans l'aide qu'elle peut apporter aux chercheurs en sciences sociales africains pour répondre à ces problématiques urgentes — en l'occurrence, la croissance démographique, facteur largement reconnu de la crise du développement dans les pays africains.

En ce qui concerne la question de l'amélioration de la recherche, cet article traite en réalité du point soulevé dès la période précédente par Missinne : comment l'africanisation et l'internationalisation devraient avancer de pair. L'événement dont traite le rapport de Locoh — un séminaire visant à rompre l'isolement scientifique des démographes d'Afrique francophone — est, au fond, une tentative de faire de la science démographique une science sociale *africaine*, en intégrant les chercheurs en population dans des réseaux fortement organisés — à la fois régionaux et internationaux — de soutien, de ressources, et de promotion de leurs travaux.

Contrairement aux articles précédents, celui-ci porte donc sur une solution plutôt que sur la crise elle-même. Mais il permet bien sûr de constater à quels éléments de la crise cette solution tente de répondre. Il s'agit principalement du manque de soutien pour les chercheurs africains, qui sont isolés, privés

d'un accès régulier à l'information sur les programmes de recherche et autres opportunités — y compris les ressources documentaires —, exclus des bénéfices des programmes d'échange universitaire du fait de l'inertie de leurs autorités académiques, et — plainte récurrente — ayant peu d'opportunités de faire connaître leurs travaux, et donc d'influer sur les questions de développement. En fin de compte, tout comme Gaillard et Waast, le rapport insiste sur la nécessité de voir émerger des communautés de recherche stables dans les pays, ici sur la question spécifique de la démographie, notamment au sein d'institutions nationales permanentes. La coopération internationale devrait donc viser cet objectif, et non s'y substituer. Autrement dit — pour reprendre une formule que Locoh n'utilise pas mais que le texte suggère — l'internationalisation devrait ramener à l'africanisation.

Cette sous-section montre donc que la crise de la recherche pour le développement est en réalité un aspect de la crise générale du développement qui a frappé l'Afrique subsaharienne dans les années 1980-1990. Elle comporte certaines spécificités propres à l'espace francophone, notamment le legs des politiques de l'époque coloniale et de choix postindépendance qui, bien qu'ils aient pu avoir du sens à l'époque où ils ont été faits, se sont transformés au fil du temps en dépendances négatives qu'on ne peut remettre en question sans un certain « courage politique », comme l'écrit Orivel. C'est une crise de la recherche, de la formation, de l'information, du changement et de la dépendance — en somme, de toutes les catégories identifiées pour les tâches analytiques de ce travail.

Comme nous le verrons dans la sous-section suivante, cette crise a aussi une dimension de genre. La tonalité d'espoir qui caractérisait la période précédente a disparu. Des problèmes naguère considérés comme de simples maladies infantiles du développement ont pris l'ampleur et la dimension de pathologies chroniques. Les remèdes prennent désormais la forme de vœux pieux (Gaillard et Waast), d'appels à des transformations radicales du caractère même des gens (Amoussou-Yéyé), d'exigence d'un courage

politique élevé (Orivel), ou simplement d'une détermination à aller sombrement de l'avant en dépit des aléas d'une situation apparemment sans issue (Ly). Les solutions concrètes sont souvent spéculatives (Gaillard et Waast) ou, lorsqu'elles paraissent plus réalisables, restent confinées à un secteur étroit de la recherche (Locoh).

En somme, la littérature, à ce stade, nous donne une image de la manière dont les analystes ont peu à peu intégré la réalité de la crise. Comment leur réflexion sur ces enjeux — et sur ce qu'ils impliquent pour la recherche pour le développement — va-t-elle mûrir ? C'est ce que la sous-section suivante nous dira.

Au-delà de la crise : post-2000

Atala, Étienne, « Existe-t-il un effet genre dans les performances académiques des étudiants dans les facultés des sciences économiques et de gestion au Cameroun ? Cas de la FSEG de l'université de Yaoundé II », 2021, *Journal of Higher Education in Africa/Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, Vol. 19, n°1 : pp. 171-195. **Fall**, Mouhamedoune Abdoulaye : « Décoloniser les sciences sociales en Afrique », 2011, *Journal des anthropologues*, Vol. 1, n° 124-125 : 313-330. **Makosso**, Bethuel, « La Crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du Congo, et de la Côte d'Ivoire », 2006, *Journal of Higher Education in Africa/Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, Vol. 4, n°1 : 69-86. **Olivier de Sardan**, Jean-Pierre, « Promouvoir la recherche face à la consultance : autour de l'expérience du LASDEL (Niger-Bénin) », 2011, *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 51, n° 202/203 : 511-528. **Sow**, Fatou, « L'Appropriation des études sur le genre en Afrique subsaharienne », 2023, *Genre et société en Afrique. Implications pour le développement*, chap. 1, Thérèse Locoh (ed.), Paris : INED Éditions. **Waast**, Roland, « L'état des sciences en Afrique », 2000, rapport de synthèse de l'étude *Les Sciences en Afrique à l'aube du XXI^e siècle*.

Poursuivant pour ainsi dire là où nous nous étions arrêtés, notamment avec l'article d'Orivel (dont il partage pratiquement le titre), Makosso pose le diagnostic que « de nombreuses évidences suggèrent actuellement que les universités africaines sont arrivées à la fin de leur développement initial », et son article soulève pour ainsi dire la question qui s'impose à la suite d'un tel constat : où aller à partir de là ?

Le problème, selon Makosso, ne réside pas uniquement dans les maux du sous-développement déjà évoqués dans la sous-section précédente. Il est surtout lié, de manière plus urgente, aux transformations provoquées par l'avènement de l'ère de la mondialisation des marchés, de la concurrence internationale accrue et du rôle de plus en plus stratégique que joue la production de connaissances dans ce contexte. Makosso formule le problème de la manière suivante : la croissance rapide de l'enseignement supérieur a eu deux effets, l'un positif, l'autre négatif. Du côté positif, le secteur a fortement contribué au développement, non pas tant par la recherche que par la fourniture de personnel qualifié aux secteurs public et privé, améliorant ainsi la productivité du travail ; et en favorisant la démocratisation de la vie politique en Afrique. Du côté négatif, Makosso reprend certains constats de la sous-section précédente — notamment le fait que l'explosion des coûts a provoqué une chute de la qualité de l'enseignement —, et résume la situation comme une triple crise de pertinence, de qualité et de gestion.

Au moment où Makosso écrit, les recommandations d'Orivel concernant la réduction du coûteux soutien social aux étudiants ont été mises en œuvre, mais, constate Makosso, les réformes qui auraient dû accompagner ces coupes budgétaires n'ont pas été menées à bien. Il établit cette conclusion négative sur la base d'enquêtes menées dans quatre pays francophones : le Congo-Brazzaville, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Mais la suite de l'article est décevante car, malheureusement, Makosso ne fournit aucune description précise des réformes engagées par ces pays, ni n'analyse des raisons de leur échec, pas plus qu'il ne propose une comparaison entre les quatre pays.

En outre, de façon surprenante pour une réflexion menée au début des années 2000, en un temps si éloigné de l'époque coloniale, Makosso considère que le colonialisme est le principal responsable de la fossilisation de l'enseignement supérieur africain — bien que, paradoxalement, les

administrations coloniales aient en réalité peu œuvré pour implanter l'enseignement supérieur sur le continent, et peuvent donc difficilement être tenues pour responsables de ses dysfonctionnements. Cette obsession pour une causalité coloniale, presque toujours dépourvue de fondement empirique, est particulièrement récurrente dans les analyses produites par les chercheurs africains. Elle pourrait constituer un point critique dans une étude comme celle-ci, qui, dans une sorte de mise en abyme, étudie l'étude de l'étude des problèmes de développement. On peut alors se demander si certains de ces analystes africains ne sont pas eux-mêmes victimes des maux qu'ils tentent d'analyser.

Le rapport de synthèse richement empirique de Waast permet de recentrer les questions reprises par Makosso dans une perspective plus précise. Comme Makosso, Waast compare les aspects positifs et négatifs de la croissance de la production savante — et pas seulement de l'enseignement supérieur — en Afrique, et il concentre son attention sur certains pays francophones (Sénégal, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Cameroun, Madagascar), tout en les comparant à quelques pays anglophones (Nigeria, Kenya, Tanzanie, Zimbabwe).

Plutôt que de se lamenter des effets du colonialisme, comme le fait Makosso, Waast montre que le rythme de l'africanisation dans les instituts de recherche en Afrique s'est tellement accéléré entre les années 1970 et 1980 qu'il a créé une nouvelle donne. (Un exemple : au Sénégal, en l'espace d'une décennie, l'africanisation est passée de 5 % à 55 % à l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA), et de 20 % à 70 % dans la plupart des facultés universitaires au milieu des années 1980). Ce changement a engendré un nouveau mode de production scientifique : celui caractérisé par l'essor des « sciences nationales ». On devine que Waast voit cela comme un développement positif, bien qu'avec les points aveugles propres aux visions un rien idéalistes. Ainsi, dans ce nouveau contexte, la science est perçue comme un bien public, que l'État est censé soutenir parce qu'elle sert les

impératifs de la nation ; les chercheurs doivent être accompagnés dans une carrière fondée sur des valeurs à la fois nationales et scientifiques ; et leur production s'adresse à leurs pairs et à l'État — non pas aux usagers ordinaires, et surtout pas à travers les logiques du marché. Waast indique que ce système a été efficace selon plusieurs critères : production scientifique, visibilité internationale, prestige des instituts et innovations issues de la recherche. Mais il rejoint Makosso et d'autres auteurs pour reconnaître que, à la fin des années 1990, ces vertus s'étaient transformées en vices, parce que les temps avaient changé.

Le problème tenait au fait que ce système reposait sur l'État, acteur central du développement national ; or, à partir du milieu des années 1980, l'État a été continuellement relégué au second plan dans le cadre des politiques libérales, ce qui a, en substance, détruit le statut idéal du chercheur africain — ce « guerrier du développement » au service de l'État. Les programmes d'ajustement structurel, les dévaluations monétaires et l'inflation galopante ont frappé ce secteur comme toutes les autres professions salariées centrées sur l'État. Dans la débâcle qui a suivi en matière de revenus, les pays francophones ont en réalité été relativement avantagés par rapport à leurs homologues anglophones, ce qui a donné lieu à des phénomènes surprenants, bien que souvent anecdotiques — comme celui de chercheurs nigériens migrant vers le Sénégal, où les salaires étaient presque trois fois plus élevés que dans leur propre pays à la fin des années 1990. Ces nouvelles conditions ont révolutionné le secteur de la recherche, en remplaçant la figure du chercheur-fonctionnaire par trois figures radicalement différentes : Le chercheur qui tente de rester fidèle à sa vocation, mais qui est privé des moyens de l'exercer ; celui qui se politise et obtient des postes de prestige et de responsabilité dans l'interface État-université ; celui qui devient consultant, poursuivant une activité de recherche, mais au service de commanditaires internationaux, et non de l'État.

Ces évolutions ont touché aussi bien les pays anglophones que francophones, bien qu'elles aient été plus graves dans les premiers. Les pertes de production en ont résulté : 40 % pour le Nigeria entre 1989 et 2000 ; perte massive de compétences en recherche agricole au Kenya et en Côte d'Ivoire — ou plutôt, leur conversion vers le secteur privé. Dans les pays francophones, la coopération régionale dans le cadre du CAMES a eu tendance à mieux protéger la profession enseignante et chercheuse. Mais désormais, l'excellence ne pouvait être atteinte que par la migration, ou l'adoption de nouvelles postures qui fragmentent les communautés de recherche en petites unités opportunistes.

Cependant, il est notable que les chercheurs ont réagi à ces défis en développant de nouvelles compétences et activités qui semblent prometteuses à Waast. Ils se sont notamment alliés avec des ONG de développement, et ils ont initié de manière autonome — en tirant parti des réseaux internationaux et gouvernementaux — de nouveaux programmes de recherche, et ce malgré l'absence de politique scientifique nationale. À bien des égards, la situation des pays francophones se distingue lorsqu'on la compare à celle de leurs homologues anglophones. De manière générale, en raison de conditions politiques que Waast fait remonter à l'époque postindépendance — et en particulier à la période après 1975 —, les enseignants-chercheurs des pays francophones ont mieux réussi à protéger leur profession et leurs intérêts que ceux des pays anglophones. Certaines orientations politiques dans les pays francophones ont favorisé l'émergence de puissants mouvements étudiants et syndicats d'enseignants, ce qui a contraint les gouvernements à ménager davantage les universités et les instituts de recherche, contrairement à ce qui s'est souvent produit dans les pays anglophones. De fait, le problème du coût élevé des étudiants, qu'Orivel jugeait emblématique des pays francophones, est une conséquence directe de ces caractéristiques.

De plus, la proximité maintenue avec les institutions françaises — héritage des politiques coloniales, comme nous l'avons vu — ainsi que le maintien de structures de coopération régionale, comme le CAMES, ont permis aux instituts francophones de disposer d'un accès structurel aux ressources de la recherche, à travers des partenariats institutionnels et informels très denses, dont les pays anglophones étaient souvent dépourvus ; de même qu'une plus grande cohésion de leurs communautés de recherche. Cela ne signifie pas que les systèmes francophones ont été épargnés par la crise, mais cela indique — comme le confirment les données — qu'ils ont été, à cette époque, plus résilients que les systèmes anglophones. Ce constat n'est peut-être plus valable aujourd'hui si l'on considère lesquels des systèmes, francophones ou anglophones, sont les plus productifs, mais il montre bien que ce type de conclusion est toujours épisodique — une leçon importante à retenir pour cette étude.

Du point de vue d'Olivier de Sardan, certaines des conclusions de Waast peuvent sembler un peu trop optimistes. Son article, rédigé dix ans après la publication du rapport synthétisé par Waast, estime que tous les indicateurs de la qualité de la recherche en Afrique francophone sont au rouge. Olivier de Sardan, dont l'expérience est profondément enracinée en Afrique (il vit au Niger depuis des décennies), adopte une perspective qui met en lumière des enjeux qui peuvent paraître secondaires, voire invisibles, depuis d'autres points de vue. Si le manque de ressources est un facteur important de la crise qu'il analyse, il considère qu'il ne faut pas que ce problème éclipse d'autres qui sont tout aussi cruciaux à leur manière. L'absence de politique nationale ou régionale pour la recherche en sciences sociales n'est pas, à ses yeux, un simple détail. C'est en réalité un outil extrêmement utile pour mobiliser les ressources et favoriser l'excellence grâce à des mécanismes d'incitation, de sélection, d'évaluation et de financement. Son absence constitue une perte dramatique pour les pays. Un autre problème est le comportement des institutions du Nord dans leurs partenariats avec les chercheurs et institutions africains. Selon Olivier de Sardan, ces relations sont entachées

de condescendance et de clientélisme, et ne permettent donc pas de créer le type de relation saine et égalitaire nécessaire au travail d'équipe dans la production de savoir. Il critique aussi les décideurs du Nord — notamment français — qui ont fortement réduit l'octroi de bourses, après une longue période où celles-ci étaient de toute façon distribuées selon des logiques clientélistes plutôt que méritocratiques. Pour lui, c'est une erreur majeure, car la dégradation spectaculaire des systèmes éducatifs de masse en Afrique — non seulement de l'enseignement supérieur, qui a été au cœur de la littérature telle qu'explorée ici, mais aussi et surtout de l'enseignement primaire et secondaire — rend d'autant plus crucial le fait que les meilleurs étudiants africains en sciences sociales puissent poursuivre leurs études dans les conditions « de pointe » des universités du Nord. Olivier de Sardan insiste sur le déclin général de l'éducation, de l'école primaire à l'université, comme facteur décisif de la crise de la recherche. Les étudiants africains, n'ayant pas acquis les compétences nécessaires dès les niveaux inférieurs, ne sont souvent pas compétitifs pour obtenir des financements, laissant parfois des offres de bourses... sans candidats. Et Olivier de Sardan d'asséner : « Sans bons étudiants, pas de bons docteurs, et donc pas de bons chercheurs ! »

Globalement, Olivier de Sardan considère que les facteurs internes sont plus graves que les facteurs externes. Par exemple, s'il déplore la fuite des cerveaux vers le Nord, il ne la voit pas comme entièrement négative, puisqu'elle peut avoir des retombées positives ; en revanche, il considère que la fuite des cerveaux interne, c'est-à-dire des chercheurs vers la politique — phénomène favorisé par la démocratisation — est un véritable désastre. Le développement de la consultance, qui est l'objet principal de son article, fait partie de ces facteurs internes alarmants qui alimentent la crise.

La consultance, soutient Olivier de Sardan, présente certains aspects positifs, mais ceux-ci sont largement contrebalancés par les aspects négatifs. Dans un premier temps, la consultance représente une forme de débouché pour nombre d'étudiants en sciences sociales à l'université, qui autrement ne

trouveraient ni emploi ni source de revenu ; et, en théorie, elle permet d'associer la recherche en sciences sociales à l'action publique et à la prise de décision, via les organisations de développement qui la commanditent. Mais d'un autre côté, si l'on résume ses critiques, on peut en conclure que la consultance est fondamentalement destructrice des communautés de recherche, ou qu'elle entrave leur processus de constitution. Elle est prédiquée sur l'individualisme, les logiques mercantiles, et le recul des compétences universitaires qui ne peuvent fleurir que dans le cadre de communautés de recherche.

Nous avons vu précédemment que de nombreux analystes considèrent que des communautés de recherche solides sont la condition indispensable à la croissance, en qualité et en quantité, de la production scientifique. Il n'est donc pas étonnant qu'Olivier de Sardan voie dans la consultance un ennemi de la recherche — un ennemi d'autant plus dangereux qu'il peut se faire passer pour elle. L'article démasque cet imposteur en établissant un tableau comparatif de type idéal entre recherche scientifique et consultance, traçant ainsi une frontière nette et infranchissable — bien que souvent « transgressée » — entre les deux activités.

Malgré ces critiques acerbes, Olivier de Sardan précise que la consultance n'est pas, en soi, une mauvaise chose — surtout lorsqu'il s'agit de bonne consultance, chose rare mais existante. Le vrai problème, selon lui, c'est que la consultance est devenue hégémonique en Afrique francophone (probablement aussi en Afrique anglophone), au point d'incarner la tristement fameuse histoire de la mauvaise monnaie qui chasse la bonne. Il y voit le symptôme d'une corruption plus large de la profession de chercheur — il emploie les termes de « vénalisation » et de « mercenarisation » — qui contribue à isoler les chercheurs africains sur la scène scientifique internationale.

L'accent mis par Olivier de Sardan sur les facteurs internes appelle naturellement des solutions internes — ce qu'il a lui-même tenté de

promouvoir au Niger avec la création du LASDEL, un institut de recherche qu'il présente en détail dans son article. Mais on comprend vite que les autres maux qu'il a identifiés doivent également être traités, si l'on veut que les pays produisent de bons chercheurs. Un point important qu'il soulève, et que nous n'avions pas encore rencontré jusqu'ici, est l'idée selon laquelle le développement lui-même – c'est-à-dire « les faits sociaux associés aux institutions et aux politiques de développement » – devrait devenir un objet de recherche, au lieu que la recherche se contente d'être une activité à son service. De manière implicite, il accuse la recherche pour le développement d'être une science subalterne, et donc dépourvue de véritables capacités transformatrices fondées sur la production autonome du savoir. C'est d'ailleurs peut-être cette subordination qui est à l'origine du processus ayant conduit à l'hégémonie de la consultance, et à la production de savoirs de qualité médiocre, inadaptés aux graves problèmes auxquels sont confrontés les pays africains.

Olivier de Sardan a déploré le fait qu'en Afrique, toute recherche semble devoir porter sur le développement. « Il semble impossible d'échapper au développement », écrit-il. « Les sciences sociales baignent dedans, au cœur même des universités, et il est difficile de trouver des programmes de recherches qui n'aient pas de liens quelconques avec le développement, ses objets, ses rhétoriques ». Il y voyait un problème sérieux, bien qu'il ne s'y soit pas réellement attaqué, ni n'en ait tiré de conclusions – du moins dans l'article examiné ici. Fall, lui, le fait. Il explique que le problème central des sciences sociales en Afrique est qu'elles ont été entièrement réquisitionnées par l'entreprise du « développement ». Le développement est plus important, dans la définition de leurs méthodologies, théories et idéologies sous-jacentes, que les populations et sociétés que les chercheurs prétendent vouloir aider à développer. Dans ce processus, la vocation naturelle des sciences sociales est sacrifiée sur l'autel de quelque chose qui, en fin de compte, constitue un impératif extérieur. Cet impératif pose deux grands

problèmes : l'un pratique, l'autre théorique ou idéologique. Le problème pratique est qu'il impose aux chercheurs – du fait que la demande en matière de recherche provient principalement des organisations de développement du Nord – des priorités et des paradigmes changeants, avec le présupposé implicite que « les Occidentaux savent mieux quoi faire de l'Afrique que les Africains ». En conséquence, les chercheurs africains échouent à se concentrer sur la tâche essentielle liée à leur vocation. Contraints, par la logique perverse de la rente propre à la recherche pour le développement, de servir les organisations de développement – lesquelles prétendent incarner le « développement », ou du moins sa quête – et de répondre à des demandes qui les distraient de leurs propres questionnements, ils ne peuvent construire une science cohérente fondée sur la recherche soutenue, l'analyse approfondie et la synthèse. Le résultat est une prolifération d'études descriptives qui n'autorisent pas le type de dépassement intellectuel capable de produire un savoir transformateur. Ironiquement, note Fall, cette concentration exclusive sur les thèmes et problématiques du « développement » empêche toute réflexion sur ce que signifie l'absence de « développement ».

Cette observation conduit Fall à l'aspect idéologique du problème, lié au fait que, premièrement, le « développement » prend racine dans « l'expérience sociale de l'Occident et englobe différentes dimensions de la vie occidentale – économique, politique, culturelle – dans une dialectique de la marche vers le progrès, guidée par la raison objectivante ». En conséquence, une science sociale centrée sur le « développement » en Afrique ne peut que reprendre les mêmes objectifs, méthodes, disciplines et paradigmes, ce qui empêche l'étude et la compréhension de l'expérience, de la vie et de l'histoire africaines en elles-mêmes, et l'élaboration de théories et d'une idéologie sous-jacente qui en émaneraient. Une telle tâche, si elle pouvait s'accomplir, constituerait, selon Fall, une véritable et utile décolonisation des sciences sociales en Afrique. L'idée, souligne-t-il, n'est pas de rejeter les savoirs occidentaux, mais d'éviter de faire de l'Occident la « référence

incontournable » pour tout le monde, car cela ne reflèterait en rien un fait scientifique, mais bien plutôt une réalité peu reluisante de rapports de force profondément déséquilibrés.

On peut ajouter que, même si Fall ne relie pas explicitement sa critique à l'époque coloniale en tant que telle – le colonialisme ici ne désignant pas tant la période historique de la colonisation qu'une attitude générale d'arrogance culturelle et intellectuelle héritée de cette époque – il pourrait tout à fait le faire, dans la mesure où les sciences du développement sont effectivement nées dans le contexte colonial ou, pour reprendre le concept séminal de Georges Balandier, en « situation coloniale », et ont été transférées pour ainsi dire sans solution de continuité en « situation de sous-développement ». (Voir aussi notre évocation de Delafosse au début de cette étude).

Et deuxièmement, Fall montre comment ces problèmes fondamentaux liés à la recherche pour le développement entravent non seulement le développement d'une authentique production en sciences sociales en Afrique, mais obscurcissent également la compréhension de réalités socio-économiques ou socio-politiques africaines importantes – il prend pour exemple ce qu'il appelle « l'économie populaire » et que les chercheurs en développement dénomment, de manière révélatrice, « économie informelle », c'est-à-dire donc devant être « formalisée » par des forces qui lui sont extérieures – en les enserrant dans le lit de Procuste de paradigmes rigides et inadaptés.

Ces questions subtiles mais profondes de science et de domination sont également au cœur d'un sujet que la recherche pour le développement aborde davantage comme un objet d'étude que comme un facteur ou une condition de la recherche : le genre. Ceci est sans doute plus vrai, d'ailleurs, pour la recherche pour le développement que pour la recherche en général. Les avancées en matière d'égalité de genre et de justice sociale pour les minorités sexuelles sont souvent considérées comme des résultats positifs du développement, et la littérature sur ces sujets est relativement abondante en

Afrique francophone. En revanche, les réflexions qui utilisent le genre comme cadre théorique pour penser la recherche — et non simplement comme objet d'étude — sont pratiquement inexistantes, à en croire les données disponibles.

L'idée selon laquelle les femmes en Afrique pourraient constituer une brigade savante particulièrement brillante dans la quête de savoir et l'acquisition de compétences, comme le suggérait Éliou dès les années 1970, est confirmée des décennies plus tard par l'étude très ciblée d'Atala sur les performances étudiantes à la faculté d'économie de l'Université de Yaoundé II, désagrégées selon le sexe. Ce constat, en soi, n'a rien de surprenant, puisqu'il est cohérent avec les résultats d'études menées ailleurs dans le monde. Ce qui est nouveau par rapport aux années 1970 — et donc confirme l'optimisme dont faisait montre Éliou quant aux progrès éducatifs à venir des femmes en Afrique —, c'est que l'inégalité de genre dans l'accès à l'enseignement supérieur est ici très faible, même si cela pourrait s'expliquer par des disparités régionales (culturelles ?) dissimulées dans les données brutes.

Plus important encore, le taux d'abandon chez les femmes est inférieur à celui des hommes — à rebours de ce qu'observait Éliou en son temps. De manière générale, l'étude montre que les raisons expliquant la réussite académique des femmes dans ce pays africain s'alignent globalement sur les théories formulées ailleurs, y compris par rapport à la situation dans les pays développés. Mais un tel succès — observable également dans d'autres pays à la configuration éducative et sociologique similaire à celle du Cameroun — se traduit-il par une reconnaissance du rôle du genre dans la pensée africaine sur le développement ? Une réflexion dense et approfondie de Fatou Sow, qui interroge précisément la relation entre le genre et la constitution du pouvoir et du savoir en Afrique — et plus spécifiquement en Afrique francophone — dans un ouvrage consacré au genre et à la société sur le continent, laisse dubitatif à ce sujet.

Au fond, bien que Fatou Sow ne l'énonce pas explicitement — en partie parce que son chapitre ne porte pas directement sur la recherche pour le développement —, il ressort de nombre de ses analyses que le développement des sociétés africaines devrait impliquer l'épanouissement des femmes en tant que femmes, et donc une manière de penser les problèmes de développement qui intègre des perspectives et une intelligence féminines. Son texte est, essentiellement, une exploration des raisons pour lesquelles ce n'est pas le cas.

Et ici, elle se trouve en butte à un schéma familier : la conceptualisation de l'Afrique en opposition à l'Occident ; la vision du développement comme un moyen d'émancipation vis-à-vis de l'Occident ; et la minimisation ou la normalisation — au nom de l'authenticité culturelle, par exemple — des rapports de domination internes aux sociétés africaines, dans le but de privilégier la lutte contre la domination occidentale, laquelle se présente ici sous la forme d'un féminisme présenté comme impérialiste ou universaliste. La critique des violences faites aux femmes dans les sociétés africaines — Sow évoque en particulier les mutilations génitales féminines — apparaît, dans ce contexte, comme une critique des sociétés africaines elles-mêmes, et risque ainsi de renforcer l'assaut impérialiste occidental contre les cultures du continent. L'article de Sow est, à un certain niveau, une tentative de dissocier la question de l'épanouissement des femmes de cette tension délétère entre suspicions parfois trop faciles d'impérialisme et attachement souvent idéologique à l'identité culturelle « africaine ». Une manière d'y parvenir est de reconstituer le lien entre pouvoir et savoir dans la recherche africaine en y intégrant la question du genre et en mettant au jour les mécanismes de domination masculine qui le sous-tendent.

Au début de l'article, Fatou Sow montre que, encore dans les années 1990, la « vérité » de sens commun parmi les chercheurs africains – y compris les chercheuses – était qu'il n'existait pas de domination masculine en Afrique, et que si elle existait, elle ne devait pas être dénoncée de manière « agressive »,

par crainte de renforcer les stéréotypes occidentaux. Le féminisme, en Afrique, devrait par ailleurs refléter les valeurs et identités africaines, en contestant l'universalisme occidental qui dissimulerait des visées impérialistes. Sow retrace dans son texte une véritable histoire intellectuelle des enjeux du féminisme en Afrique pour mieux définir sa propre vision, qui s'efforce de transcender la polémique et l'idéologie qui traversent ces positions, afin de faire du genre une source de savoir et d'action.

Elle affirme, à cet égard, qu'au-delà des différences de contexte et d'histoire, il existe, relativement aux femmes en Afrique et ailleurs, des causes communes et des expériences humaines partagées qui transcendent à la fois les prétentions de l'universalisme et celles du relativisme culturel. Reconnaître cette réalité permet une compréhension féministe des problèmes sociaux et politiques du continent capable de produire une science véritablement transformatrice, plus radicale de ce point de vue que l'intellectualisme prétendument progressiste – mais aveugle à cette possibilité et nécessité – qui reste si répandu en Afrique. Elle écrit, amère : « Les nationalistes qui ont combattu l'autoritarisme des pouvoirs coloniaux et postcoloniaux, enfilent leurs chausses sans remettre en cause l'impact nocif de leurs fondements idéologiques. Ils ne se préoccupent ni de la marginalisation, voire de l'exclusion des femmes des cercles de prise de décision, ni de la violation de leurs droits individuels dans les constitutions, codes de la famille, codes du travail ou codes religieux ». Cela, pourrait-on dire, est le résultat d'une pauvreté de la science africaine, réduite à la masculinité. De ce fait, la question n'est pas d'ajouter régulièrement un chapitre sur les femmes ou le genre aux travaux de recherche, mais bien de comprendre la société comme étant sexuée, et non seulement (et implicitement) masculine, et donc de refonder la science sociale sur cette réalité de base. Face aux défis que doit relever l'Afrique, l'accroissement d'intelligence que cela apporterait à la production scientifique constituerait, pense-t-elle, un outil formidable pour comprendre et accompagner les mutations.

Ainsi, dans la période récente, la compréhension des facteurs de la crise de la recherche pour le développement s'est affinée, devenant à la fois plus sophistiquée et plus critique. La transformation des conditions mêmes des politiques de développement sous l'impact de l'hégémonie du paradigme libéral – qui s'est traduit en Afrique notamment par l'imposition de programmes d'ajustement structurel – a mené à un *aggiornamento* qui permet une analyse rétrospective plus ou moins nuancée – plus nuancée lorsqu'elle peut exploiter une masse importante de données (Waast) – de la manière dont la crise s'est saisie des systèmes de recherche en Afrique, en particulier dans sa section francophone. Mais ces nouvelles conditions permettent de passer d'une approche de style *problem-solving* (« résolution des problèmes ») semblable à celle qui est restée malgré tout en vigueur dans la période précédente, c'est-à-dire qui ne remet pas en question le paradigme de la recherche pour le développement même lorsqu'elle se montre très sévère pour les conditions dans lesquelles s'effectue cette recherche (Makosso) à une approche de *critical theory* (approche critique) qui s'attaque aux fondements intellectuels et politiques du paradigme comme le font à divers égards Olivier de Sardan, Fall et Sow.

Cette dernière approche paraît riche d'avenir, dans le sens où elle semble indiquer la voie à suivre si la recherche et la science – en particulier les sciences sociales – doivent devenir, en Afrique, au-delà de la question en fin de compte très particulière du développement, des sources de pensée, d'action et de transformation ajustées à une production authentique du savoir.

Quelques conclusions

Ce travail a suivi une méthode rigoureusement inductive, avec des préalables d'ordre uniquement pratique – à savoir la délimitation spatio-temporelle du champ d'étude. On n'est parti d'aucune prémisse, même pas de celle qui pose qu'il y aurait une crise particulière à l'Afrique francophone. Bien qu'il existe indéniablement une situation de crise de la recherche dans cette région, on a tenu à ce que ce soient les données qui la définissent dans ses lignes particulières et ses détails, et nullement un diagnostic posé de façon externe. En fin de compte, l'étude a abouti à une compréhension plus complexe et nuancée de cette situation de crise, notamment grâce à l'observation de longue durée qui a été mise en œuvre. La longue durée permet non seulement de détecter à quel moment et dans quelles conditions cette crise a pris forme, mais également en quoi elle consiste à travers ses problématiques rémanentes, et vers quoi elle tend.

La masse des données collectées montre, comme indiqué dans l'introduction, que la crise se manifeste dans la formation et la recherche, l'information et la communication, les dépendances et accointances, et le changement et la transition. Les problèmes se sont en effet significativement accrus dans tous ces domaines à partir des années 1980, mais la cause principale se trouve dans la dernière catégorie, changement et transition. Le consensus implicite ou explicite de la littérature veut que la caractéristique centrale d'un système de recherche en bon état de marche soit la constitution d'une communauté de recherche autonome et capable de se reproduire au même niveau ou à un niveau supérieur de qualité tel que mesuré notamment par sa production et son adhérence réussie à des normes internationales. Cette vision des choses était déjà présente dans les années 1960 et nous l'avons retrouvée à toutes les étapes subséquentes. Dans les pays francophones subsahariens, de telles communautés se sont graduellement mises en place, parfois avec un retard significatif par rapport aux pays anglophones, à travers la constitution d'un écosystème de « sciences

nationales », pour reprendre l'expression de Waast, ajusté à l'État développeur. Mais au moment même où cette évolution arrivait à maturité, approximativement au cours de la décennie 1975-1985, la crise du développement l'a remise en cause. Cela est vrai dans la région francophone comme anglophone, mais la première disposait de facteurs de résilience qui manquaient à la seconde. Ces facteurs étaient un couteau à double tranchant.

D'un côté, les communautés de recherche et d'enseignement francophones étaient mieux protégées des chocs externes que leurs homologues anglophones, du fait d'un rapport de force plus favorable avec les États et de structures de coopération régionale et internationale plus stables – quoique certainement moins riches. Mais ces avantages ont ralenti l'adhésion au changement qui s'imposait. Par ailleurs – mais cela semble vrai également des pays anglophones – cette adhésion au changement ne s'est pas effectuée sous la forme d'une réforme organisée. Les changements se sont accomplis dans le désordre, sous la pression extérieure, et sans inscription dans une stratégie nouvelle d'ajustement aux temps nouveaux de la part des États. Il est possible que les pays francophones en aient plus souffert que les pays anglophones, mais cela ne ressort pas de la littérature. En réalité, les désavantages objectifs des pays francophones pourraient bien être dû à des facteurs intrinsèques qui ont peu à voir avec la crise en tant que telle : par comparaison avec leurs voisins anglophones, ces pays relèvent d'une communauté internationale moins étoffée et offrant moins d'opportunités dans l'accès, la production et la circulation du savoir ; et l'usage exclusif du français, qui est plus caractéristique des pays francophones subsahariens que de la France (ou des pays du Maghreb !), ne facilite pas l'ouverture à d'autres opportunités. Dans ces conditions, il se peut que le degré non négligeable de productivité scientifique de ces pays, en dépit de leur situation objective, témoigne en fait de la qualité des avantages dont ils disposent.

Cependant, la crise est réelle et ajoute ses dommages aux contraintes de cette situation objective ou intrinsèque. Ces dommages se mesurent notamment à l'aune du fait que le processus de constitution de communautés de recherche n'a pas repris depuis sa mise en panne de la fin des années 1980. Si les pays francophones sont moins productifs, cela est dû principalement au fait qu'ils ont moins de producteurs qualifiés, et ces producteurs sont moins organisés en systèmes de production.

Peut-être est-ce alors le cas de reprendre la formule, « *Don't let a crisis go to waste* », « il faut savoir tirer parti d'une crise » ? La littérature montre que la crise n'est pas un phénomène isolé mais bien plutôt la manifestation, dans le domaine de la recherche et de l'expertise, de problèmes plus globaux, aussi bien internes qu'internationaux. On le voit bien à travers l'un des constats historiques les plus importants de l'étude, à savoir le fait qu'elle est apparue lorsque des systèmes de recherche et de formation fraîchement établis n'ont pas pu battre de vitesse, dans leur dynamique de croissance en quantité et qualité, le processus de détérioration rapide des facteurs économiques dans les pays concernés. La crise s'est ensuite, pour ainsi dire, « normalisée ». Après un moment, dans les années 1980-90, où elle a mobilisé les attentions, elle est devenue le contexte général tacitement admis des activités de recherche et de formation en Afrique. L'amertume avec laquelle on a vu Boubakar Ly conclure qu'il fallait s'accommoder de l'inacceptable s'est transformée au fil du temps en une perspective dans laquelle l'inacceptable est devenu la routine – qui présente tout au plus des défis ponctuels à relever et des problèmes pratiques à résoudre, comme l'ont montré à leurs manières diverses Makosso, Waast et Atala.

Cependant, des réactions comme celle d'Olivier de Sardan, Fall et Sow montrent que la crise peut être abordée différemment, notamment en la considérant comme un symptôme d'un problème plus systémique, celui qui appauvrit la recherche et la prive de ses capacités transformatrices en la réduisant à la question du « développement » ou à un monisme sociologique

– la masculinité patriarcale – qui nient aussi bien l'autonomie du savoir que la réalité plurielle des sociétés africaines. De telles réflexions permettent de se placer au-delà de la routine de crise pour penser un itinéraire nouveau capable de produire ce que cette dernière a compromis, à savoir le projet légitime autour duquel peuvent se former des communautés de recherche capables d'accompagner les sociétés africaines dans leurs difficiles mutations.

Bibliographie

- Amoussou-Yéyé, D. (1996). Éducation, caractères et développement. *Africa Development / Afrique et Développement*, 21(4), 109–121.
- Atala, É. (2021). Existe-t-il un effet genre dans les performances académiques des étudiants dans les facultés des sciences économiques et de gestion au Cameroun ? Cas de la FSEG de l'Université de Yaoundé II. *Journal of Higher Education in Africa / Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, 19(1), 171–195.
- Camilleri, C. (1974). Les tendances de la recherche en Afrique : analyse d'une bibliographie récente. *Revue Tiers Monde*, 15(58), 415–420.
- Chantran, P. (1977). Recherche agronomique et développement rural. *Civilisations*, 7(1/2), 152–166.
- Codesria (anonyme). (1977, février). Institut Africain de Développement Économique et de Planification, Dakar-Sénégal. *Africa Development / Afrique et Développement*, 2(1), 111–119.
- Diouf, M. (1978). Les sciences sociales en Afrique de l'Ouest francophone. *Africa Development / Afrique et Développement*, 3(4), 85–101.
- Éliou, M. (1973). Scolarisation et promotion féminines en Afrique francophone (Côte d'Ivoire, Haute-Volta, Sénégal). *International Review of Education / Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft / Revue Internationale de l'Éducation*, 19(1), 30–46.
- Fall, M. A. (2011). Décoloniser les sciences sociales en Afrique. *Journal des anthropologues*, (124–125), 313–330.
- Gaillard, J., & Waast, R. (1988). La recherche scientifique en Afrique. *Afrique contemporaine*, (148), 2–28.
- Locoh, T. (1987). Séminaire sur l'intégration des questions de population dans l'enseignement et la recherche universitaire en Afrique francophone. Lomé (juin 1986). *Population (French Edition)*, 42(1), 171–173.
- Ly, B. (1990). Les sciences sociales en Afrique : problèmes de recherche et de formation. *Africa Development / Afrique et Développement*, 15(3/4), 185–207.
- Makosso, B. (2006). La crise de l'enseignement supérieur en Afrique francophone : une analyse pour les cas du Burkina Faso, du Cameroun, du

Congo, et de la Côte d'Ivoire. *Journal of Higher Education in Africa / Revue de l'enseignement supérieur en Afrique*, 4(1), 69–86.

Michel, M. (1975 [1919]). Un programme réformiste en 1919 : Maurice Delafosse et la « politique indigène en AOF ». *Cahiers d'études africaines*, 15(58), 313–327.

Missinne, L.-É. (1968). Problèmes concernant l'éducation supérieure en Afrique. *International Review of Education / Internationale Zeitschrift für Erziehungswissenschaft / Revue Internationale de l'Éducation*, 14(1), 62–74.

Olivier de Sardan, J.-P. (2011). Promouvoir la recherche face à la consultance : autour de l'expérience du LASDEL (Niger-Bénin). *Cahiers d'Études Africaines*, 51(202/203), 511–528.

Orivel, F. (1991). La crise des universités francophones en Afrique subsaharienne. *Perspectives*, 21(3), 377–385.

Senga, J.-F. (1987). La crise de l'université en Afrique noire. *Présence Africaine*, (144), 153–155.

Sow, F. (2023). L'appropriation des études sur le genre en Afrique subsaharienne. Dans T. Locoh (dir.), *Genre et société en Afrique. Implications pour le développement* (chap. 1). Paris : INED Éditions.

Waast, R. (2000). *L'état des sciences en Afrique* (rapport de synthèse de l'étude *Les Sciences en Afrique à l'aube du XXe siècle*).

Cette revue de littérature fait partie d'une étude sur la capacité de recherche pour le développement dans les pays francophones d'Afrique centrale et de l'Ouest commandée par le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) du Canada et réalisée par le Global Development Network (GDN). Elle est extraite d'un rapport plus large qui sera publié à l'automne 2026, à l'occasion d'une conférence régionale en phase de planification. Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs. Pour toute information complémentaire sur cette étude, veuillez contacter l'auteur, ou Francesco Obino (fobino@gdn.int) au GDN, ou Lancelot Ehode (lehode@idrc.ca) au CRDI.

Le LASDEL (Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local) est un centre de recherche en sciences sociales implanté au Niger et au Bénin, dont les principaux axes de travail portent sur la délivrance des services publics, la mise en œuvre des politiques publiques et les interactions avec les usagers (santé, hydraulique, pastoralisme, éducation, justice, sécurité, etc.), les pouvoirs locaux et la décentralisation, et l'intervention des institutions de développement.

Le LASDEL recourt principalement à des méthodes qualitatives fondées sur des enquêtes de terrain approfondies. Il met à la disposition des chercheurs et doctorants son Centre de Documentation de Niamey. Il contribue à la formation de jeunes chercheurs, en particulier avec son Université d'été.

La collection « *Etudes et Travaux du LASDEL* » propose des rapports de recherche issus des travaux menés par le LASDEL. Ils sont disponibles en ligne (www.lasdel.net) ou en vente à son secrétariat.

Derniers numéros parus :

N° 144 « Des solutions endogènes pour améliorer l'accès des jeunes aux services de santé sexuelle et reproductive en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Guinée, Niger, Sénégal et Togo », par A. Diarra, N.E. Sambieni & N.Ibrahim (2025)

N° 143 « Service public et informalités dans les systèmes de santé en Afrique », par J.P. Olivier de Sardan (2025)

N° 142 « The fight against diabetes and hypertension in Niger: a qualitative diagnosis », by LASDEL "Stop NCD" team (2025)

LASDEL

LABORATOIRE D'ÉTUDES ET RECHERCHES
SUR LES DYNAMIQUES SOCIALES ET LE DÉVELOPPEMENT LOCAL

BP 12 901, NIAMEY, NIGER – TÉL. (227) 20 72 37 80
BP 1 383, PARAKOU, BÉNIN – TÉL. (229) 23 10 10 50

WWW.LASDEL.NET